



**MINISTÈRE
DE L'INTÉRIEUR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Gendarmerie nationale

COMMANDEMENT DE LA GENDARMERIE DE LA RÉUNION

BUREAU DES SOUTIENS ET DES FINANCES

SECTION BUDGET ADMINISTRATION

Caserne Vérines – 61 rue Victor Mac-Auliffe

B.P 92036

97405 SAINT-DENIS Cedex

Tél : 02.62.93.78.67

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES(CCTP)

Marché passé selon une procédure adaptée en application de l'article L2123-1 et
des articles R2123-1 à 7 du code de la commande publique

**Prestations de curage, de vidange et d'entretien des
installations et réseaux divers du COMGENDRE (974)**

Le présent CCTP comporte 5 pages et 3 annexes.

Table des matières

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES(CCTP).....	1
ARTICLE 1 – GÉNÉRALITÉS.....	3
ARTICLE 2 – ORGANISATION ET MANAGEMENT.....	3
ARTICLE 3 – COMPOSITION DÉTAILLÉ DES PRESTATIONS.....	3
3.1 Maintenance annuelle.....	3
3.1.1 Nature des prestations.....	3
3.1.2 Fréquence des prestations.....	3
3.1.3 Planning d'intervention.....	3
3.1.4 Délai d'exécution.....	4
3.1.5 Dépannage.....	4
3.2 Maintenance corrective.....	4
3.2.1 Nature des prestations.....	4
3.2.2 Délai d'exécution.....	4
ARTICLE 4 – BON D'INTERVENTION.....	4
ARTICLE 5 – LISTE DES CORRESPONDANTS ET CONDITIONS D'ACCÈS.....	5
ARTICLE 6 – RÔLE DE CONSEIL.....	5

ARTICLE 1 – GÉNÉRALITÉS

Ce document constitue le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) du marché concernant des prestations de curage, de vidange et d'entretien des installations et réseaux divers au profit des unités du commandement de la gendarmerie de La Réunion (COMGENDRE) (974).

Il en spécifie les exigences techniques.

ARTICLE 2 – ORGANISATION ET MANAGEMENT

La liste et les adresses d'intervention sont indiqués en annexe n°2 du présent document.

Le titulaire désigne un interlocuteur privilégié, dès la notification du marché. Ce dernier, ainsi que son éventuel suppléant, sont, autant que possible, les mêmes pendant toute la durée du marché. Le titulaire informe l'Administration de tout changement relatif à cet interlocuteur (identité, coordonnées,...).

Cet interlocuteur est désigné sous le terme «responsable technique», il est le responsable permanent de l'encadrement et de la discipline du personnel, du mode d'exécution des prestations et d'une manière générale, de l'application des clauses du CCTP. Ce responsable doit, si nécessaire, se rendre aux convocations du COMGENDRE en cas d'insuffisance d'encadrement ou de consignes particulières au personnel en place ou de prestations non ou mal exécutées.

ARTICLE 3 – COMPOSITION DÉTAILLÉ DES PRESTATIONS

3.1 Maintenance annuelle

3.1.1 Nature des prestations

Pour l'ensemble des lots, les prestations demandées sont les suivantes :

- Déplacement sur site avec matériel adapté et équipe pour travaux ;
- Pompage et curage des ouvrages ;
- Lavage des parois ;
- Nettoyage de l'entrée et de la sortie de l'installation ;
- Vérification du bon fonctionnement des principaux organes de fonctionnement (flotteur, filtre caolesceur, joint et alarme unique séparateurs) ;
- Hydrocurage de la canalisation d'arrivée, si nécessaire ;
- Remise en eau, contrôle visuel de la flottabilité de l'obturateur ;
- Nettoyage des caniveaux et grilles avaloirs ;
- Transport et destruction des déchets en centre agréé avec fournitures des BSD/BSDD.

3.1.2 Fréquence des prestations

1 visite par an

3.1.3 Planning d'intervention

Le titulaire devra fournir pour validation à la section immobilier et logement du bureau des soutiens et des finances pour le 31 janvier de chaque année, la programmation prévisionnelle des visites d'entretien pour chaque site (cellule travaux 02 62 93 78 85) à l'adresse suivante : sil.bsf.comgendre@gendarmerie.interieur.gouv.fr

Un planning définitif sera arrêté au minimum 1 mois avant les dates d'interventions. Pour ce faire, le titulaire du contrat prendra attache avec la section immobilier et logement pour définir les modalités pratiques visant à établir la programmation des interventions (jours et heures).

3.1.4 Délai d'exécution

Les délais d'exécution sont conditionnés par le planning fourni par la société, conformément à l'article 3.1.3.

3.1.5 Dépannage

Dans le cas d'une demande expresse de l'Administration du fait de la défaillance d'un matériel, les prestations seront réalisées dans un délai qui n'excédera pas 4 heures du lundi au vendredi.

Dans la mesure où le dysfonctionnement ne peut être résolu par une intervention de maintenance, un diagnostic clair et complet doit être remis à l'Administration à l'issue de l'intervention de maintenance.

3.2 Maintenance corrective

3.2.1 Nature des prestations

Il est entendu, par prestation d'intervention corrective, toute intervention ne rentrant pas dans le cadre de la maintenance préventive.

La prestation de réparation ne peut être effectuée que sur demande expresse de l'Administration et est conditionnée par les points suivants :

- la visite de contrôle doit être effectuée ;
- le dysfonctionnement ne peut être résolu par une intervention de maintenance préventive ;
- le diagnostic clair et complet doit avoir été remis au responsable du site concerné et une copie adressée à la section immobilier et logement du bureau des soutiens et des finances du COMGEND LA REUNION.

Le titulaire proposera un devis qui devra parvenir au plus tard dans les 24 heures suivant la visite ayant mené à la constatation de l'impossibilité de résoudre le dysfonctionnement dans le cadre de la maintenance préventive.

Ce dernier, s'il est accepté par l'Administration, sera adressé à la société titulaire du marché, accompagné d'un bon de commande avec le numéro de l'engagement juridique.

L'Administration se réserve le droit, à tout moment, de faire établir un devis contradictoire par toute entreprise de son choix, en vue de procéder aux travaux nécessaires.

3.2.2 Délai d'exécution

Dans le cas d'une intervention de réparation, le délai n'excédera pas 4 heures suivant la demande de l'Administration (semaine, week-end et jours fériés compris).

ARTICLE 4 – BON D'INTERVENTION

Toute prestation fera l'objet d'un rapport sous forme d'un bon d'intervention. Ce document sera établi à l'issue de la visite et un exemplaire sera remis au correspondant immobilier du site. Une copie sera adressée à la section immobilier et logement. Il comprendra :

- l'intitulé de la société ;
- le lieu précis de la prestation ;
- le type, la marque et le modèle du matériel à entretenir ;
- la liste des vérifications et travaux réalisés ;
- le nom de l'agent qui a effectué l'entretien ou la réparation ;
- les observations et préconisations ;
- la signature du correspondant immobilier (avec mention du Nom Prénom) ;
- la signature de l'agent (avec mention du Nom Prénom).

Dans le cas d'une prestation de curage, le décompte détaillé du nombre d'heure de main d'œuvre sera inscrit sur le bon d'intervention. La 1ère heure commencée sera due en totalité, puis facturation par tranche de 30 minutes (ex : 45 minutes = 1H ; 1H10 minutes = 1H30).

ARTICLE 5 – LISTE DES CORRESPONDANTS ET CONDITIONS D'ACCÈS

La liste des correspondants de chaque caserne concernée sera communiquée par la section immobilier et logement du bureau des soutiens et des finances en début d'année.

Conditions d'accès :

- Les interventions auront lieu, sauf urgence, du lundi au vendredi entre 8h00 et 18h00. Les modalités d'accès sont précisées en annexe n°3 (Plan de prévention unique) ;
- La société devra transmettre à l'administration les documents d'identités des personnels intervenants sur site afin qu'une autorisation d'accès leur soit accordée.

ARTICLE 6 – RÔLE DE CONSEIL

L'entreprise titulaire du marché devra assurer un rôle de conseil auprès de l'Administration tout au long du contrat :

- en optimisant la maintenance ;
- en anticipant les incidents possibles ;
- en informant l'Administration des difficultés rencontrées lors d'opérations de maintenance ainsi que des évolutions réglementaires ;
- en faisant des propositions d'amélioration des systèmes notamment lorsque celles-ci sont le fruit d'une innovation technologique ou lorsque celles-ci s'inscrivent dans le cadre d'une remise aux normes rendues obligatoire du fait de l'évolution de la réglementation.